ICRML
Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques

CIRLM
Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities

Les étudiants internationaux francophones dans les Maritimes : un portrait au regard du marché de l'emploi

Rapport

Christophe Traisnel
Josée Guignard Noël
Guillaume Deschênes-Thériault

Octobre 2016

Les étudiants internationaux francophones dans les Maritimes : un portrait au regard du marché de l'emploi

Rapport

Christophe Traisnel (Université de Moncton)
Josée Guignard Noël (ICRML)
Guillaume Deschênes-Thériault (Université d'Ottawa)

Moncton (Nouveau-Brunswick)



ICRML
Institut canadien
de recherche
sur les minorités
linguistiques

CIRLM
Canadian Institute
for Research
on Linguistic
Minorities

L'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques est un organisme de recherche indépendant et sans but lucratif, créé grâce à un financement de Patrimoine canadien. Il exerce un rôle de leader, de rassembleur et de partenaire auprès des chercheurs, des organismes communautaires et des instances gouvernementales, afin de promouvoir une plus grande connaissance de la situation des minorités de langue officielle du Canada et une meilleure compréhension des enjeux prioritaires qui les concernent.

L'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques reconnaît l'appui du gouvernement du Canada.

Canada

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION 7
1.1. Objectif général du projet 7
1.2. Données et méthodes 7
1.3. Plan du rapport 9
2. RÉSULTATS 10
2.1. Les inscriptions 10
2.2. Les diplômés 18
2.3. Les secteurs d'embauche dans les 3 provinces et principaux domaines de compétence des étudiants internationaux 26
2.3.1. Principaux domaines d'études 26
2.3.3. Principaux secteurs d'emploi 27
2.4. Les principales limites à l'embauche des étudiants internationaux par les employeurs dans les Maritimes (francophones et anglophones). 28
2.4.1. Enjeux caractérisant les étudiants internationaux au Canada : synthèse 29
2.4.2. Synthèse et résumés des études 30
3. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES 40
4. BIBLIOGRAPHIE / SITOGRAPHIE / SOURCES 42

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Nombre d'inscriptions universitaires selon le statut des étudiants, Nouveau-Brunswick, de 2010-2011 à 2014-2015 11

Tableau 2. Nombre d'inscriptions universitaires selon le statut des étudiants, Nouvelle-Écosse, de 2010-2011 à 2014-2015 11

Tableau 3. Nombre d'inscriptions universitaires selon le statut des étudiants, Île-du-Prince-Édouard, de 2010-2011 à 2014-2015 11

Tableau 4. Répartition du nombre d'inscriptions universitaires des étudiants internationaux selon les provinces maritimes, de 2010-2011 à 2014-2015 12

Tableau 5. Nombre d'inscriptions universitaire des étudiants internationaux selon le statut de leur pays de citoyenneté avec l'OIF, Nouveau-Brunswick, de 2012-2014 à 2014-2015 12

Tableau 6. Nombre d'inscriptions universitaire des étudiants internationaux selon le statut de leur pays de citoyenneté avec l'OIF, Nouvelle-Écosse, de 2012-2014 à 2014-2015 12

Tableau 7. Nombre d'inscriptions universitaire des étudiants internationaux selon le statut de leur pays de citoyenneté avec l'OIF, Île-du-Prince-Édouard, de 2012-2014 à 2014-2015 12

Tableau 8. Nombre d'inscriptions universitaires des étudiants internationaux en provenance des pays membres de l'OIF selon la province de l'obtention du diplôme, de 2012-2013 à 2014-2015 13

Tableau 9. Nombre d'inscriptions universitaires des étudiants internationaux selon le domaine d'études, Nouveau-Brunswick, de 2010-2011 à 2014-2015 13

Tableau 10. Nombre d'inscriptions universitaires des étudiants internationaux selon le domaine d'études, Nouvelle-Écosse, de 2010-2011 à 2014-2015 14

Tableau 11. Nombre d'inscriptions universitaires des étudiants internationaux selon le domaine d'études, Île-du-Prince-Édouard, de 2010-2011 à 2014-2015 15

Tableau 12. Nombre d'inscriptions universitaires selon le statut des étudiants, Université de Moncton (Nouveau-Brunswick), de 2010-2011 à 2014-2015 15

Tableau 13. Nombre d'inscriptions universitaires selon le statut des étudiants, Université Sainte-Anne (Nouvelle-Écosse), de 2010-2011 à 2014-2015 16

Tableau 14. Répartition du nombre d'inscriptions des étudiants internationaux selon les institutions universitaires francophones, de 2010-2011 à 2014-2015 16

Tableau 15. Nombre d'inscriptions des étudiants internationaux selon le domaine d'études, Université de Moncton (Nouveau-Brunswick), de 2010-2011 à 2014-2015 17

Tableau 16. Nombre d'inscriptions des étudiants internationaux selon le domaine d'études, Université Sainte-Anne (Nouvelle-Écosse), de 2010-2011 à 2014-2015 18

Tableau 17. Nombre de diplômés universitaires selon le statut des étudiants, Nouveau-Brunswick, de 2010 à 2014 19

Tableau 18. Nombre de diplômés universitaires selon le statut des étudiants, Nouvelle-Écosse, de 2010 à 2014 19

Tableau 19. Nombre de diplômés universitaires selon le statut des étudiants, Île-du-Prince-Édouard, de 2010 à 2014 20

Tableau 20. Répartition du nombre de diplômés universitaires internationaux selon les provinces maritimes, de 2010 à 2014 20

Tableau 21. Nombre de diplômés universitaires internationaux selon le statut de leur pays de citoyenneté avec l'OIF, Nouveau-Brunswick, de 2012 à 2014 20

Tableau 22. Nombre de diplômés universitaires internationaux selon le statut de leur pays de citoyenneté avec l'OIF, Nouvelle-Écosse, de 2012 à 2014 20

Tableau 23. Nombre de diplômés universitaires internationaux selon le statut de leur pays de citoyenneté avec l'OIF, Île-du-Prince-Édouard, de 2012 à 2014 21

Tableau 24. Nombre de diplômés universitaires internationaux en provenance des pays membres de l'OIF selon la province de l'obtention du diplôme, de 2012 à 2014 21

Tableau 25. Nombre de diplômés universitaires internationaux selon le domaine d'études, Nouveau-Brunswick, de 2010 à 2014 21

Tableau 26. Nombre de diplômés universitaires internationaux selon le domaine d'études, Nouvelle-Écosse, de 2010 à 2014 22

Tableau 27. Nombre de diplômés universitaires internationaux selon le domaine d'études, Île-du-Prince-Édouard, de 2010 à 2014 23

Tableau 28. Nombre de diplômés universitaires selon le statut des étudiants, Université de Moncton (Nouveau-Brunswick), de 2010 à 2014 24

Tableau 29. Nombre de diplômés universitaires selon le statut des étudiants, Université Sainte-Anne (Nouvelle-Écosse), de 2010 à 2014 24

Tableau 30. Répartition du nombre de diplômés internationaux selon les institutions universitaires francophones, de 2010 à 2014 24

Tableau 31. Nombre de diplômés internationaux selon le domaine d'études, Université de Moncton (Nouveau-Brunswick), de 2010 à 2014 25

Tableau 32. Nombre de diplômés internationaux selon le domaine d'études, Université Sainte-Anne (Nouvelle-Écosse), de 2010 à 2014 26

Tableau 33. Répartition (en %) de la population active par industrie, provinces maritimes, 2016 27

Les étudiants internationaux francophones dans les Maritimes : un portrait au regard du marché de l'emploi

Christophe Traisnel, Josée Guignard Noël et Guillaume Deschênes-Thériault

1. INTRODUCTION

1.1. Objectif général du projet

Ce rapport s'inscrit dans un projet plus global d'élaboration de capsules vidéo à l'intention des employeurs des provinces maritimes pour les sensibiliser aux avantages que comporte l'embauche d'immigrants francophones.

Dans cette perspective, il a été demandé à l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML) de recueillir des données sur les étudiants internationaux francophones des Maritimes (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Île-du-Prince-Édouard) pour évaluer le potentiel que représentaient ces étudiants en termes d'embauche.

Pour ce faire, une équipe a été constituée à cet effet. Elle est composée d'un chercheur principal (Christophe Traisnel, professeur de science politique à l'Université de Moncton) et de deux collaborateurs (Guillaume Deschênes-Thériault, étudiant à la maîtrise à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa, et de Josée Guignard Noël, agente de recherche à l'ICRML).

1.2. Données et méthodes

En vue d'informer au mieux les employeurs en question, plusieurs types de données ont été recueillies :

1- des données sur le nombre d'étudiants internationaux qui s'inscrivent dans un établissement universitaire sur une période de cinq ans par province dans les Maritimes (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Île-du-Prince-Édouard,) et leurs principaux champs d'études. Nous avons aussi obtenu des données sur le nombre d'inscriptions des étudiants internationaux selon le statut de leur pays de citoyenneté avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

2- des données sur le nombre d'étudiants internationaux diplômés d'un établissement universitaire sur une période de cinq ans par province dans les Maritimes (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Île-du-Prince-Édouard) et leurs principaux champs de diplomation. Nous avons aussi obtenu des données sur le nombre de diplômés internationaux selon le statut de leur pays de citoyenneté avec l'OIF.

3- une comparaison entre les principaux secteurs d'embauche recherchés dans les 3 provinces des Maritimes et les principaux domaines de compétence des étudiants internationaux.

4- les principales limites relevées quant à l'embauche des étudiants internationaux par les employeurs dans les Maritimes (francophones et anglophones).

Un tel recueil s'est fait à travers la consultation des principales sources de données déjà constituées. Nous avons donc tenté de faire l'inventaire de ces données, en consultant notamment Immigration, Refugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), Statistique Canada, les Réseaux de

développement économique et d'employabilité (RDÉE), mais aussi les établissements d'enseignement supérieur des provinces maritimes (universités anglophones et francophones, collèges anglophones et francophones). Plusieurs portraits de la situation économique des provinces concernées sont disponibles et ont été utilisés. Pour les tableaux concernant les inscriptions et la diplomation, nous n'avons consulté et utilisé que les données de la Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM), ce qui a permis d'utiles comparaisons entre les différentes provinces.

Il s'agit donc ici d'une synthèse de données existantes, et non pas de données produites par une enquête propre. L'ensemble des sources utilisées figure à la fin de ce rapport sous le format d'une bibliographie, de même qu'en légende de chaque tableau.

En ce qui concerne les limites de l'étude, nous avons noté, entre autres, que chaque établissement n'utilise pas nécessairement les mêmes outils de classement ni ne présente les mêmes données quant aux compétences linguistiques de leurs étudiants, ce qui pose quelques problèmes au niveau de la comparabilité des données.

De plus, il faut noter que les données chiffrées qui suivent ne concernent que les inscriptions et diplomations des étudiants au sein des établissements universitaires. Nous n'avons pas pu obtenir à temps les données concernant les collèges.

En ce qui a trait à la non-cueillette des données sur les compétences linguistiques des étudiants pour la plupart des établissements universitaires des provinces maritimes, nous n'avons pas pu identifier les étudiants internationaux francophones pour chaque province. Nous n'avons pu que considérer l'ensemble des étudiants internationaux par province inscrits ou diplômés dans les établissements universitaires. Pour déterminer avec le plus de précision possible la catégorie « étudiant international francophone », nous avons décidé de considérer l'ensemble des étudiants internationaux inscrits dans des établissements universitaires francophones comme étudiant international francophone[1]. Nous avons également pu, pour tous les établissements universitaires peu importe la langue de fonctionnement, obtenir des données en fonction du pays d'origine de l'étudiant international, en utilisant comme outil de distinction l'appartenance (ou non) du pays d'origine de l'OIF. Ce choix n'est pas parfait bien sûr, d'une part parce que tous les pays habituellement considérés comme appartenant à l'espace culturel francophone ne font pas partie de l'OIF (mentionnons ici simplement le cas notable de l'Algérie) et qu'à l'inverse de nombreux étudiants internationaux issus d'un pays membre de l'OIF ne maîtrisent pas nécessairement tous la langue française (mentionnons par exemple un étudiant international vietnamien, ou cambodgien). Il n'en demeure pas moins que ce choix, pour imparfait qu'il soit, peut nous permettre de nous donner un bon aperçu de la population qu'on peut aussi qualifier d'« étudiant international francophone ». Il aurait été pertinent de pouvoir le faire en distinguant les établissements universitaires francophones et ceux anglophones.

Au-delà de ces portraits, nous avons également cherché à produire une synthèse succincte des études et des données secondaires ayant été produites sur le thème de l'embauche des étudiants internationaux dans les Maritimes, et plus particulièrement des étudiants internationaux francophones, en consultant notamment les données existantes et disponibles. Nous avons entre

[1] Ici, nous faisons référence qu'aux deux seuls établissements universitaires francophones dans les provinces maritimes, soit l'Université de Moncton au Nouveau-Brunswick et l'Université Sainte-Anne en Nouvelle-Écosse.

autres consulté les sites des organismes et institutions suivants : RDÉE, Statistique Canada, l'IRCC, les établissements universitaires mentionnés précédemment, ainsi que la Société nationale de l'Acadie (SNA), l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), les réseaux de chercheurs tels que Voies vers la prospérité et Metropolis Canada). Nous avons également consulté la littérature pertinente, et notamment, les rapports de recherche et les revues spécialisées en ligne (Diversités notamment). Nous avons ainsi pu déterminer les principaux secteurs d'emploi dans les Maritimes et les principales limites à l'embauche des étudiants internationaux par les employeurs des Maritimes

1.3. Plan du rapport

Dans un premier temps, nous présentons deux séries de portraits pour les universités des Maritimes : 1) l'état des inscriptions des étudiants, en fonction notamment du champs d'étude et de leur statut (étudiant; étudiant international), 2) un portrait des diplômés, en fonction du type de diplôme (champs d'étude) et du statut de l'étudiant (étudiant et étudiant international).

Dans un second temps, nous déterminerons succinctement, notamment grâce aux données sur la répartition (en %) de la population active par industrie, les principaux secteurs d'emploi dans les 3 provinces maritimes. Nous les mettrons en perspective avec les principaux domaines de compétence des étudiants internationaux.

Enfin, dans un troisième temps nous dresserons le portrait que propose la littérature spécialisée concernant les principales limites relevées quant à l'embauche des étudiants internationaux par les employeurs des Maritimes (francophones et anglophones), les enjeux d'une telle embauche, mais aussi les possibilités que peuvent offrir l'embauche des étudiants internationaux pour les employeurs de la région comme pour les communautés qui acceptent de les accueillir.

2. RÉSULTATS

2.1. Les inscriptions

Ici sont présentées les données relatives aux **étudiants internationaux qui s'inscrivent à l'université chaque année pour une période de cinq ans par province dans les Maritimes (Île-du-Prince-Édouard, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse) et les principaux champs d'études des étudiants internationaux inscrits.**

Rappelons que celles-ci ne concernent que la population étudiante universitaire, et n'est pas prise en compte celle collégiale, puisque nous n'avons pas pu obtenir les données.

De manière générale, on constate que les universités des Maritimes connaissent, au niveau de leurs inscriptions, une mutation dans leur taux de croissance d'étudiants, se soldant par un accroissement de la proportion d'étudiants internationaux, et une diminution des étudiants canadiens ou résidents permanents (tableaux 1, 2 et 3). Pour l'ensemble des Maritimes, c'est une progression de 42,3 % entre 2010-2011 et 2014-2015 quant au nombre d'étudiants internationaux universitaires.

S'agissant maintenant des étudiants internationaux universitaires originaires des pays membres de l'OIF, on constate qu'entre 2012-2013 et 2014-2015, il y a une moyenne de 781 de ces étudiants inscrits dans les établissements universitaires des Maritimes. Nous constatons que même si le nombre d'inscriptions d'étudiants internationaux est plus élevé en Nouvelle-Écosse qu'au Nouveau-Brunswick, le nombre de ceux provenant des pays membres de l'OIF est plus élevé au Nouveau-Brunswick qu'en Nouvelle-Écosse. Ceci peut s'expliquer par le fait que la population étudiante inscrite dans un établissement universitaire francophone est plus élevée à l'Université de Moncton qu'à l'Université Sainte-Anne (voir tableaux 12 et 13).

Dans le même ordre d'idée, on remarque une forte croissance du nombre d'étudiants internationaux entre 2010-2011 et 2014-2015, soit de 47,1 % pour l'Université de Moncton et 85 % pour l'Université Sainte-Anne.

Ces données nous le confirment : les étudiants francophones formés par les universités des Maritimes proviennent de plus en plus de l'extérieur du Canada, et notamment des pays membres de l'Organisation internationale de la francophonie.

Quelles formations sont choisies par les étudiants internationaux? De très loin, c'est la filière Commerce, gestion et administration publique qui l'emporte, et ce dans les trois provinces, suivi des domaines Architecture, génie et services connexes pour le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse, alors qu'à l'Île-du-Prince-Édouard, la santé et domaines connexes se retrouvent en deuxième position. En troisième position, on retrouve les Sciences sociales et de comportement et droit. Toutefois, au Nouveau-Brunswick, avant 2014-2015, c'est plutôt le domaine d'étude des Mathématiques, informatique et science de l'information qui se retrouvait en troisième position. Les affaires, l'ingénierie et les sciences sociales et juridiques sont donc les domaines privilégiés. On constate d'ailleurs un même engouement chez les étudiants internationaux au sein des établissements postsecondaires francophones comme l'Université de Moncton (pour les domaines susnommés, soit le 1) Commerce, gestion et administration publique, 2) l'Architecture, génie et services connexes, 3) les Sciences sociales et de comportements, et de droit) et pour Commerce, gestion et administration publique à l'Université Sainte-Anne.

Tableau 1. Nombre d'inscriptions universitaires[2] selon le statut des étudiants, Nouveau-Brunswick, de 2010-2011 à 2014-2015

Statut des étudiants	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Taux de croissance (2010-2011 à 2014-2015)
Étudiants internationaux	2 057	2 325	2 609	2 793	2 652	28,9%
Étudiants canadiens/ résidents permanents	20 198	19 921	19 372	18 430	17 466	-13,5%
Total des inscriptions	**22 255**	**22 246**	**21 981**	**21 223**	**20 118**	**-9,6%**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM)[3].

Tableau 2. Nombre d'inscriptions universitaires selon le statut des étudiants, Nouvelle-Écosse, de 2010-2011 à 2014-2015

Statut des étudiants	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Taux de croissance (2010-2011 à 2014-2015)
Étudiants internationaux	5 066	5 863	6 605	7 006	7 496	48,0 %
Étudiants canadiens/ résidents permanents	37 831	37 719	37 468	37 221	36 541	-3,4 %
Total des inscriptions	**42 897**	**43 582**	**44 073**	**44 227**	**44 037**	**2,7 %**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 3. Nombre d'inscriptions universitaires selon le statut des étudiants, Île-du-Prince-Édouard, de 2010-2011 à 2014-2015

Statut des étudiants	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Taux de croissance (2010-2011 à 2014-2015)
Étudiants internationaux	452	496	513	531	629	39,2 %
Étudiants canadiens/ résidents permanents	3 963	4 004	3 872	3 683	3 643	-8,1 %
Total des inscriptions	**4 415**	**4 500**	**4 385**	**4 214**	**4 272**	**-3,2 %**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

[2] Tous les tableaux dans ce rapport incluant les inscriptions universitaires comprennent les étudiants à temps plein et à temps partiels inscrits dans un programme de premier cycle ou de cycles supérieurs. Ces inscriptions universitaires sont le nombre d'inscriptions au semestre d'automne. Le nombre d'inscriptions est indiqué selon l'année universitaire.

[3] Les tableaux comprenant des données sur les inscriptions universitaires et les diplômés universitaires « Contient de l'information fournie par la Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes qui est visée par la License de données ouvertes de la CESPM » (Source : http://www.cespm.ca/index.aspx).

Tableau 4. Répartition du nombre d'inscriptions universitaires des étudiants internationaux selon les provinces maritimes, de 2010-2011 à 2014-2015

Province[4]	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Taux de croissance (2010-2011 à 2014-2015)
Nouveau-Brunswick	2 057	2 325	2 609	2 793	2 652	28,9 %
Nouvelle-Écosse	5 066	5 863	6 605	7 006	7 496	48,0 %
Île-du-Prince-Édouard	452	496	513	531	629	39,2 %
Total des inscriptions	**7 575**	**8 684**	**9 727**	**10 330**	**10 777**	**42,3%**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 5. Nombre d'inscriptions universitaire des étudiants internationaux selon le statut de leur pays de citoyenneté avec l'OIF[5], Nouveau-Brunswick, de 2012-2014 à 2014-2015

Statut avec l'OIF	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Moyenne
Membre[6]	640	761	784	728
Non-membre	1 361	1 378	1 258	1 332
Inconnu	608	654	610	624
Total des inscriptions	**2 609**	**2 793**	**2 652**	**2 685**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 6. Nombre d'inscriptions universitaire des étudiants internationaux selon le statut de leur pays de citoyenneté avec l'OIF, Nouvelle-Écosse, de 2012-2014 à 2014-2015

Statut avec l'OIF	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Moyenne
Membre	46	58	55	53
Non-membre	5 482	5 990	6 384	5 952
Inconnu	1 077	958	1 057	1 031
Total des inscriptions	**6 605**	**7 006**	**7 496**	**7 036**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 7. Nombre d'inscriptions universitaire des étudiants internationaux selon le statut de leur pays de citoyenneté avec l'OIF, Île-du-Prince-Édouard, de 2012-2014 à 2014-2015

Statut avec l'OIF	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Moyenne
Membre	0	0	0	0
Non-membre	400	418	489	436
Inconnu	113	113	140	122
Total des inscriptions	**513**	**531**	**629**	**558**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

[4] Pour les inscriptions universitaires des étudiants internationaux, les pays considérés sont les 20 principaux pays déclarés dans les universités du Nouveau-Brunswick et celles de la Nouvelle-Écosse. À l'Île-du-Prince-Édouard, les pays avec moins de dix inscriptions en 2014-2015 sont exclus.
[5] Organisation internationale de la Francophonie.
[6] Les États associés et les États observateurs ont été classés comme des pays non-membres.

Tableau 8. Nombre d'inscriptions universitaires des étudiants internationaux en provenance des pays membres de l'OIF selon la province de l'obtention du diplôme, de 2012-2013 à 2014-2015

Province	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Moyenne
Nouveau-Brunswick	640	761	784	728
Nouvelle-Écosse	46	58	55	53
Île-du-Prince-Édouard	0	0	0	0
Total des inscriptions	**686**	**819**	**839**	781

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 9. Nombre d'inscriptions universitaires des étudiants internationaux selon le domaine d'études, Nouveau-Brunswick, de 2010-2011 à 2014-2015

Domaine d'étude[7]	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Taux de croissance (2010-2011 à 2014-2015)
Agriculture, ressources naturelles et conservation	37	36	43	46	50	35,1 %
Architecture, génie et services connexes	478	631	618	584	530	10,9 %
Arts visuels et d'interprétation	15	18	23	20	22	46,7 %
Arts, études générales	141	154	155	174	173	22,7 %
Commerce, gestion et administration publique	628	763	858	940	829	32,0 %
Éducation	30	18	23	22	18	-40,0 %
Mathématiques, informatique et sciences de l'information	168	180	219	223	229	36,3 %
Santé et domaines connexes	60	56	68	69	85	41,7 %
Sciences humaines	40	37	40	44	42	5,0 %
Sciences physiques et de la vie	108	92	112	107	108	0,0 %
Sciences sociales et de comportements, et droit	120	125	175	219	244	103,3 %
Sciences, études générales	58	65	64	68	51	-12,1 %
Autres	31	29	39	52	58	87,1 %
Sans objet (étudiants libres)	143	121	172	225	213	49,0 %
Total des inscriptions	**2 057**	**2 325**	**2 609**	**2 793**	**2 652**	**28,9%**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

[7] Les catégories utilisées pour définir les domaines d'étude sont celles de la CESPM.

Tableau 10. Nombre d'inscriptions universitaires des étudiants internationaux selon le domaine d'études, Nouvelle-Écosse, de 2010-2011 à 2014-2015

Domaine d'étude	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Taux de croissance (2010-2011 à 2014-2015)
Agriculture, ressources naturelles et conservation	244	252	246	240	208	-14,8 %
Architecture, génie et services connexes	593	721	898	949	1 026	73,0 %
Arts visuels et d'interprétation	70	82	103	101	118	68,6 %
Arts, études générales	253	278	273	255	276	9,1 %
Commerce, gestion et administration publique	2 247	2 595	2 947	3 056	3 144	39,9 %
Éducation	38	34	35	42	61	60,5 %
Mathématiques, informatique et sciences de l'information	235	304	331	392	457	94,5 %
Santé et domaines connexes	236	264	313	337	341	44,5 %
Sciences humaines	74	94	99	86	81	9,5 %
Sciences physiques et de la vie	225	233	255	286	321	42,7 %
Sciences sociales et de comportements, et droit	380	440	439	523	611	60,8 %
Sciences, études générales	194	245	291	315	367	89,2 %
Autres	11	16	18	19	15	36,4 %
Sans objet (étudiants libres)	266	305	357	405	470	76,7 %
Total des inscriptions	**5 066**	**5 863**	**6 605**	**7 006**	**7 496**	**48,0 %**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 11. Nombre d'inscriptions universitaires des étudiants internationaux selon le domaine d'études, Île-du-Prince-Édouard, de 2010-2011 à 2014-2015

Domaine d'étude	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Taux de croissance (2010-2011 à 2014-2015)
Agriculture, ressources naturelles et conservation	0	0	-	-	-	-
Architecture, génie et services connexes	14	20	25	23	26	85,7 %
Arts visuels et d'interprétation	0	0	0	-	0	-
Arts, études générales	33	33	23	21	20	-39,4 %
Commerce, gestion et administration publique	128	141	130	145	183	43,0 %
Éducation	-[8]	-	0	-	16	-
Mathématiques, informatique et sciences de l'information	28	27	19	23	37	32,1 %
Santé et domaines connexes	109	113	127	134	130	19,3 %
Sciences humaines	-	-	6	5	12	-
Sciences physiques et de la vie	34	32	26	27	44	29,4 %
Sciences sociales et de comportements, et droit	49	64	76	73	70	42,9 %
Sciences, études générales	19	19	28	24	35	84,2 %
Autres	0	0	0	0	0	-
Sans objet (étudiants libres)	33	41	52	52	55	66,7 %
Total des inscriptions	**447**	**490**	**512**	**527**	**628**	**40,5%**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 12. Nombre d'inscriptions universitaires selon le statut des étudiants, Université de Moncton[9,10] (Nouveau-Brunswick), de 2010-2011 à 2014-2015

Statut des étudiants	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Taux de croissance (2010-2011 à 2014-2015)
Étudiants internationaux	603	626	717	858	887	47,1 %
Étudiants canadiens/ résidents permanents	5 458	5 327	5 246	4 832	4 523	-17,1 %
Total des inscriptions	**6 061**	**5 953**	**5 963**	**5 690**	**5 410**	**-10,7 %**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

[8] Dans tout le rapport, le symbole « - » dans les tableaux désigne les données omises en raison d'une taille d'échantillon trop petite (moins de 5), et ce pour des raisons de confidentialité.
[9] Les trois campus (Edmundston, Moncton et Shippagan) sont inclus dans les données pour l'Université de Moncton.
[10]À noter que suite à l'Entente du projet de délocalisation du Doctorat en médecine de l'Université de Sherbrooke vers le Nouveau-Brunswick, la formation de ces étudiantes et ces étudiants se fait au Centre de formation médicale du Nouveau-Brunswick sur le site de l'Université de Moncton. En conséquence, les statistiques de l'Université de Moncton de la CESPM incluent les étudiantes et étudiants inscrits au Doctorat en médecine.

Tableau 13. Nombre d'inscriptions universitaires selon le statut des étudiants, Université Sainte-Anne[11] (Nouvelle-Écosse), de 2010-2011 à 2014-2015

Statut des étudiants	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Taux de croissance (2010-2011 à 2014-2015)
Étudiants internationaux	40	42	38	42	74	85,0 %
Étudiants canadiens/ résidents permanents	483	432	394	403	373	-22,8 %
Total des inscriptions	**523**	**474**	**432**	**445**	**447**	**-14,5 %**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 14. Répartition du nombre d'inscriptions des étudiants internationaux selon les institutions universitaires francophones, de 2010-2011 à 2014-2015

Province	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Taux de croissance (2010-2011 à 2014-2015)
Université de Moncton (Nouveau-Brunswick)	603	626	717	858	887	47,1 %
Université Sainte-Anne (Nouvelle-Écosse)	40	42	38	42	74	85,0 %
Total des inscriptions	**643**	**668**	**755**	**900**	**961**	49,5 %

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

[11] Les cinq campus (Halifax, Petit-de-Grat, Pointe-de-l'Église, Saint-Joseph-du-Moine et Tusket) sont inclus dans les données pour l'Université Sainte-Anne.

Tableau 15. Nombre d'inscriptions des étudiants internationaux selon le domaine d'études, Université de Moncton (Nouveau-Brunswick), de 2010-2011 à 2014-2015

Domaine d'étude	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Taux de croissance (2010-2011 à 2014-2015)
Agriculture, ressources naturelles et conservation	14	12	12	14	12	-14,3 %
Architecture, génie et services connexes	98	109	122	127	131	33,7 %
Arts visuels et d'interprétation	6	7	8	7	6	0,0 %
Arts, études générales	-	5	6	8	14	-
Commerce, gestion et administration publique	271	305	312	379	370	36,5 %
Éducation	8	7	5	5	5	-37,5 %
Mathématiques, informatique et sciences de l'information	39	31	36	46	56	43,6 %
Santé et domaines connexes	43	40	48	40	53	23,3 %
Sciences humaines	16	6	13	25	16	0,0 %
Sciences physiques et de la vie	33	21	36	40	42	27,3 %
Sciences sociales et de comportements, et droit	53	58	76	104	118	122,6 %
Sciences, études générales	-	-	-	-	-	-
Autres	13	16	29	41	41	215,4 %
Sans objet (étudiants libres)	-	7	10	21	21	-
Total des inscriptions	**594**	**624**	**713**	**857**	**885**	**49,0 %**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 16. Nombre d'inscriptions des étudiants internationaux selon le domaine d'études, Université Sainte-Anne (Nouvelle-Écosse), de 2010-2011 à 2014-2015

Domaine d'étude	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Taux de croissance (2010-2011 à 2014-2015)
Agriculture, ressources naturelles et conservation	0	0	0	0	0	0,0 %
Architecture, génie et services connexes	0	0	0	0	0	0,0 %
Arts visuels et d'interprétation	0	0	0	0	0	0,0 %
Arts, études générales	0	0	0	0	-	-
Commerce, gestion et administration publique	33	29	29	30	51	55 %
Éducation	0	0	0	-	9	0,0 %
Mathématiques, informatique et sciences de l'information	0	0	0	0	0	0,0 %
Santé et domaines connexes	-	-	-	0	-	-
Sciences humaines	-	10	5	-	-	-
Sciences physiques et de la vie	0	0	0	0	0	0,0 %
Sciences sociales et de comportements, et droit	0	0	0	0	0	0,0 %
Sciences, études générales	-	0	-	6	9	-
Autres	0	0	0	0	0	0,0 %
Sans objet (étudiants libres)	0	-	0	-	0	0,0 %
Total des inscriptions	**33**	**39**	**34**	**36**	**69**	**109%**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

2.2. Les diplômés

Les données qui suivent concernent les **étudiants internationaux qui obtiennent leur diplôme chaque année pour une période de cinq ans par province dans les Maritimes (Île-du-Prince-Édouard, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse) et les principaux champs de diplomation de ces étudiants.**

Non seulement les étudiants internationaux sont de plus en plus présents dans la région des Maritimes, et ce dans la plupart des filières, mais ils sortent diplômés de nos universités. Au Nouveau-Brunswick, on a vu croître le nombre d'étudiants internationaux diplômés de 50 % entre 2010 et 2014, alors que dans le même temps le nombre total de diplômés dans les universités de la province a décru de 1,6 %. Nous sommes donc face à une croissance de la proportion de diplômés internationaux dans cette province. Quant à la Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard, la tendance est similaire pour les étudiants internationaux, avec une croissance encore plus significative : respectivement environ 81,2 % et 103,7 %.

S'agissant maintenant des étudiants internationaux diplômés des universités des Maritimes et originaires des pays de la francophonie (OIF), on constate une moyenne de 108 pour la période allant de 2012 à 2014. Comme pour les inscriptions, le nombre de diplômés des pays membres de l'OIF est plus élevé au Nouveau-Brunswick qu'en Nouvelle-Écosse.

Le domaine de diplomation reflète bien entendu les tendances constatées au niveau des domaines d'études, avec une nette préférence des étudiants internationaux pour les filières de l'administration, de l'ingénierie, du droit et des sciences sociales, avec une nette préférence, surtout au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse pour la filière administration et gestion. À l'Île-du-Prince-Édouard, le domaine de la santé et domaines connexes est aussi un choix important pour les étudiants internationaux.

Pour ce qui est des établissements universitaires francophones (Université Sainte-Anne et Université de Moncton), les tendances sont similaires : augmentation générale du nombre de diplômés qui ont le statut d'étudiants internationaux (et qui sont par ailleurs francophones). Des étudiants internationaux francophones diplômés des filières qui sont par eux privilégiées (administration et gestion, sciences sociales et droit, ingénierie).

Ainsi, à l'Université de Moncton, c'est invariablement plus de la moitié de chaque cohorte d'étudiants internationaux diplômés qui sortent des filières administration publique, gestion et commerce, les autres diplômés en 2014 se répartissant entre les filières 1 - Architecture, génie et services connexes et 2- Sciences sociales et de comportement, et droit.

Tableau 17. Nombre de diplômés universitaires[12] selon le statut des étudiants, Nouveau-Brunswick, de 2010 à 2014

Statut des étudiants	2010	2011	2012	2013	2014	Taux de croissance (2010 à 2014)
Étudiants internationaux	388	361	396	477	582	50,0 %
Étudiants canadiens/ résidents permanents	4 132	4 116	4 077	4 186	3 865	-6,5 %
Total des diplômés	**4 520**	**4 477**	**4 473**	**4 663**	**4 447**	**-1,6 %**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM)[13].

Tableau 18. Nombre de diplômés universitaires selon le statut des étudiants, Nouvelle-Écosse, de 2010 à 2014

Statut des étudiants	2010	2011	2012	2013	2014	Taux de croissance (2010 à 2014)
Étudiants internationaux	949	1 091	1 273	1 506	1 720	81,2 %
Étudiants canadiens/ résidents permanents	8 693	8 719	8 594	8 558	8 772	0,9 %
Total des diplômés	**9 642**	**9 810**	**9 867**	**10 064**	**10 492**	**8,8 %**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

[12] L'année des diplômes décernés est indiquée selon l'année civile et non l'année universitaire.

[13] Les tableaux comprenant des données sur les inscriptions universitaires et les diplômés universitaires « Contient de l'information fournie par la Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes qui est visée par la License de données ouvertes de la CESPM » (Source : http://www.cespm.ca/index.aspx).

Tableau 19. Nombre de diplômés universitaires selon le statut des étudiants, Île-du-Prince-Édouard, de 2010 à 2014

Statut des étudiants	2010	2011	2012	2013	2014	Taux de croissance (2010 à 2014)
Étudiants internationaux	54	68	94	96	110	103,7 %
Étudiants canadiens/ résidents permanents	642	841	818	869	903	40,7 %
Total des diplômés	**696**	**909**	**912**	**965**	**1 013**	**45,5 %**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 20. Répartition du nombre de diplômés universitaires internationaux selon les provinces maritimes, de 2010 à 2014

Province[14]	2010	2011	2012	2013	2014	Taux de croissance (2010 à 2014)
Nouveau-Brunswick	388	361	396	477	582	50,0 %
Nouvelle-Écosse	949	1 091	1 273	1 506	1 720	81,2 %
Île-du-Prince-Édouard	54	68	94	96	110	103,7 %
Total des diplômés	**1 391**	**1 520**	**1 763**	**2 079**	**2 412**	**73,4 %**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 21. Nombre de diplômés universitaires internationaux selon le statut de leur pays de citoyenneté avec l'OIF[15], Nouveau-Brunswick, de 2012 à 2014

Statut avec l'OIF	2012	2013	2014	Moyenne
Membre[16]	93	79	105	92
Non-membre	218	299	374	297
Inconnu	81	83	94	86
Total des diplômés	**392**	**461**	**573**	**475**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 22. Nombre de diplômés universitaires internationaux selon le statut de leur pays de citoyenneté avec l'OIF, Nouvelle-Écosse, de 2012 à 2014

Statut avec l'OIF	2012	2013	2014	Moyenne
Membre	17	13	16	15
Non-membre	983	1198	1 455	1 212
Inconnu	125	125	105	118
Total des diplômés	**1 125**	**1 336**	**1 576**	**1 346**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

[14] Pour les diplômés universitaires internationaux, les pays considérés sont ceux ayant au moins cinq diplômes décernés en 2014.
[15] Organisation internationale de la Francophonie.
[16] Les États associés et les États observateurs ont été classés comme des pays non-membres.

Tableau 23. Nombre de diplômés universitaires internationaux selon le statut de leur pays de citoyenneté avec l'OIF, Île-du-Prince-Édouard, de 2012 à 2014

Statut avec l'OIF	2012	2013	2014	Moyenne
Membre	0	0	0	0
Non-membre	75	79	87	80
Inconnu	16	16	14	15
Total des diplômés	**91**	**95**	**101**	**96**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 24. Nombre de diplômés universitaires internationaux en provenance des pays membres de l'OIF selon la province de l'obtention du diplôme, de 2012 à 2014

Province	2012	2013	2014	Moyenne
Nouveau-Brunswick	93	79	105	92
Nouvelle-Écosse	17	13	16	15
Île-du-Prince-Édouard	0	0	0	0
Total des diplômés	**110**	**92**	**121**	**108**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 25. Nombre de diplômés universitaires internationaux selon le domaine d'études, Nouveau-Brunswick, de 2010 à 2014

Domaine d'étude[17]	2010	2011	2012	2013	2014	Taux de croissance (2010 à 2014)
Agriculture, ressources naturelles et conservation	7	10	9	7	10	42,9 %
Architecture, génie et services connexes	62	57	89	92	105	69,4 %
Arts visuels et d'interprétation	-	-	-	-	-	-
Arts, études générales	0	0	-	-	-	-
Commerce, gestion et administration publique	192	164	197	202	297	54,7 %
Éducation	8	16	7	9	14	75,0 %
Mathématiques, informatique et sciences de l'information	31	33	27	56	44	41,9 %
Santé et domaines connexes	6	14	7	15	9	50,0 %
Sciences humaines	16	8	13	17	9	-43,8 %
Sciences physiques et de la vie	15	15	13	25	24	60,0 %
Sciences sociales et de comportements, et droit	46	37	24	46	54	17,4 %
Sciences, études générales	0	-	-	0	-	-
Autres	-	5	5	-	8	-
Sans objet (étudiants libres)	-	-	-	-	-	-
Total des diplômés	**383**	**359**	**391**	**469**	**574**	**49,9 %**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

[17] Les catégories utilisées pour définir les domaines d'étude sont celles de la CESPM.

Tableau 26. Nombre de diplômés universitaires internationaux selon le domaine d'études, Nouvelle-Écosse, de 2010 à 2014

Domaine d'étude	2010	2011	2012	2013	2014	Taux de croissance (2010 à 2014)
Agriculture, ressources naturelles et conservation	35	67	93	73	91	160,0 %
Architecture, génie et services connexes	125	192	159	238	310	148,0 %
Arts visuels et d'interprétation	19	23	23	37	40	110,5 %
Arts, études générales	-	-	-	8	-	-
Commerce, gestion et administration publique	391	491	600	721	777	98,7 %
Éducation	54	15	14	14	15	-72,2 %
Mathématiques, informatique et sciences de l'information	52	53	75	87	93	78,8 %
Santé et domaines connexes	30	31	59	54	81	170,0 %
Sciences humaines	20	12	22	20	23	15,0 %
Sciences physiques et de la vie	62	62	48	62	78	25,8 %
Sciences sociales et de comportements, et droit	152	136	169	176	192	26,3 %
Sciences, études générales	-	6	7	8	8	-
Autres	-	-	-	-	8	-
Sans objet (étudiants libres)	-	-	-	-	-	-
Total des diplômés	**940**	**1 088**	**1 269**	**1 498**	**1 716**	**82,6 %**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 27. Nombre de diplômés universitaires internationaux selon le domaine d'études, Île-du-Prince-Édouard, de 2010 à 2014

Domaine d'étude	2010	2011	2012	2013	2014	Taux de croissance (2010 à 2014)
Agriculture, ressources naturelles et conservation	0	0	0	0	0	0,0 %
Architecture, génie et services connexes	0	0	-	-	7	-
Arts visuels et d'interprétation	0	0	0	0	0	0,0 %
Arts, études générales	0	0	0	0	0	0,0 %
Commerce, gestion et administration publique	12	14	35	30	36	200,0 %
Éducation	0	0	-	0	0	-
Mathématiques, informatique et sciences de l'information	-	10	9	-	6	-
Santé et domaines connexes	30	23	19	26	34	13,3 %
Sciences humaines	-	0	0	-	-	-
Sciences physiques et de la vie	-	8	7	8	5	-
Sciences sociales et de comportements, et droit	-	13	22	26	21	-
Sciences, études générales	0	0	0	0	0	0,0 %
Autres	0	0	0	0	0	0,0 %
Sans objet (étudiants libres)	-	-	-	-	-	-
Total des diplômés	**42**	**68**	**92**	**90**	**109**	**159,5%**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 28. Nombre de diplômés universitaires selon le statut des étudiants, Université de Moncton[18] (Nouveau-Brunswick), de 2010 à 2014

Statut des étudiants	2010	2011	2012	2013	2014	Taux de croissance (2010 à 2014)
Étudiants internationaux	98	92	112	113	123	25,5 %
Étudiants canadiens/ résidents permanents	995	1 000	1 015	1 040	888	-10,8 %
Total des diplômés	**1 093**	**1 092**	**1 127**	**1 153**	**1 011**	**-7,5 %**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 29. Nombre de diplômés universitaires selon le statut des étudiants, Université Sainte-Anne[19] (Nouvelle-Écosse), de 2010 à 2014

Statut des étudiants	2010	2011	2012	2013	2014	Taux de croissance (2010 à 2014)
Étudiants internationaux	6	6	9	9	14	133,3 %
Étudiants canadiens/ résidents permanents	95	123	125	81	116	22,1 %
Total des diplômés	**101**	**129**	**134**	**90**	**130**	**28,7 %**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 30. Répartition du nombre de diplômés internationaux selon les institutions universitaires francophones, de 2010 à 2014

Province	2010	2011	2012	2013	2014	Taux de croissance (2010 à 2014)
Université de Moncton (Nouveau-Brunswick)	98	92	112	113	123	25,5 %
Université Sainte-Anne (Nouvelle-Écosse)	6	6	9	9	14	133,3 %
Total des diplômés	**104**	**98**	**121**	**122**	**137**	**31,7 %**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

[18] Les trois campus (Edmundston, Moncton et Shippagan) sont inclus dans les données pour l'Université de Moncton.
[19] Les cinq campus (Halifax, Petit-de-Grat, Pointe-de-l'Église, Saint-Joseph-du-Moine et Tusket) sont inclus dans les données pour l'Université Sainte-Anne.

Tableau 31. Nombre de diplômés internationaux selon le domaine d'études, Université de Moncton (Nouveau-Brunswick), de 2010 à 2014

Domaine d'étude	2010	2011	2012	2013	2014	Taux de croissance (2010 à 2014)
Agriculture, ressources naturelles et conservation	-	-	-	-	5	-
Architecture, génie et services connexes	7	7	10	21	24	242,9 %
Arts visuels et d'interprétation	0	-	-	0	-	-
Arts, études générales	0	0	0	0	0	0,0 %
Commerce, gestion et administration publique	47	46	76	55	66	40,4 %
Éducation	-	-	-	0	-	-
Mathématiques, informatique et sciences de l'information	15	6	5	7	-	-
Santé et domaines connexes	5	10	5	12	-	-
Sciences humaines	-	-	0	0	-	-
Sciences physiques et de la vie	-	7	0	-	6	-
Sciences sociales et de comportements et droit	12	8	7	12	10	-16,7 %
Sciences, études générales	0	0	0	0	0	0,0 %
Autres	-	0	-	-	-	-
Sans objet (étudiants libres)	-	-	-	-	-	-
Total des diplômés	**86**	**84**	**103**	**107**	**111**	**29,1 %**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

Tableau 32. Nombre de diplômés internationaux selon le domaine d'études, Université Sainte-Anne (Nouvelle-Écosse), de 2010 à 2014

Domaine d'étude	2010	2011	2012	2013	2014	Taux de croissance (2010 à 2014)
Agriculture, ressources naturelles et conservation	0	0	0	0	0	0,0 %
Architecture, génie et services connexes	0	0	0	0	0	0,0 %
Arts visuels et d'interprétation	0	0	0	0	0	0,0 %
Arts, études générales	0	0	0	0	0	0,0 %
Commerce, gestion et administration publique	-	5	9	8	13	-
Éducation	-	0	0	0	0	-
Mathématiques, informatique et sciences de l'information	0	0	0	0	0	0,0 %
Santé et domaines connexes	0	0	0	-	0	0,0 %
Sciences physiques et de la vie	0	0	0	0	0	0,0 %
Sciences humaines	0	0	0	0	0	0,0 %
Sciences sociales et de comportements, et droit	0	0	0	0	0	0,0 %
Sciences, études générales	0	-	0	0	-	-
Autres	0	0	0	0	0	0,0 %
Sans objet (étudiants libres)	-	-	-	-	-	-
Total des diplômés	**0**	**5**	**9**	**8**	**13**	**160 %[20]**

Source : Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

2.3. Les secteurs d'embauche dans les 3 provinces et principaux domaines de compétence des étudiants internationaux

2.3.1. Principaux domaines d'études

Les domaines d'étude pour lesquels le plus grand nombre d'étudiants internationaux universitaires ont reçu un diplôme durant la période de 2010 à 2014 sont le *Commerce, gestion et administration publique* (4 159 pour tous les étudiants internationaux, 325pour les institutions francophones), *l'Architecture, génie et services connexes* (1 436 pour tous les étudiants internationaux, 69 pour les institutions francophones) ainsi que les *Sciences sociales et de comportements et droit* (1 114 pour tous les étudiants internationaux, 49 pour les institutions francophones) (voir les tableaux 25 à 27).

[20] Taux de croissance de 2011 à 2014.

2.3.3. Principaux secteurs d'emploi

Tableau 33. Répartition (en %) de la population active par industrie, provinces maritimes, 2016

Industrie	Nouveau-Brunswick	Nouvelle-Écosse	Île-du-Prince-Édouard
Administrations publiques	6,7 %	6,1 %	9,1 %
Agriculture	1,5 %	1,0 %	4,4 %
Commerce	16,9 %	15,9 %	14,6 %
Construction	7,0 %	7,4 %	6,7 %
Fabrication	8,6 %	6,4 %	8,0 %
Finance, assurances, services immobiliers et de location	4,9 %	5,4 %	3,5 %
Foresterie, pêche, mines, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	2,6 %	2,2 %	3,5 %
Information, culture et loisirs	3,2 %	3,6 %	3,7 %
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	4,7 %	3,8 %	3,2 %
Services d'enseignement	7,5 %	8,2 %	6,7 %
Services d'hébergement et de restauration	6,2 %	6,6 %	8,1 %
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,2 %	6,3 %	5,5 %
Services publics	1,1 %	0,7 %	0,4 %
Soins de santé et assistance sociale	14,6 %	17,1 %	14,7 %
Transport et entreposage	5,6 %	4,7 %	3,5 %
Autres services	4,6 %	4,4 %	4,2 %
Toutes les industries	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**

Source : Direction de l'analyse du marché du travail, Service Canada, région de l'Atlantique (Août 2016), *Bulletin sur le marché du travail*, rapport sur le Nouveau-Brunswick, un sur la Nouvelle-Écosse et un sur l'Île-du-Prince-Édouard. Les auteurs de ces rapports ont utilisé l'Enquête sur la population active de Statistique Canada – Tableau CANSIM 281-0088 pour produire le tableau ci-dessus.

Nouveau-Brunswick

En août 2016, le taux de chômage au Nouveau-Brunswick était de 9,4 %, le taux d'activité de 62,2 % et le taux d'emploi de 56,4 %. Dans les dernières années, le niveau d'emploi provincial va en diminuant. Dans le secteur producteur de services, la plupart « des gains d'emplois par rapport à l'année précédente étaient concentrés dans les secteurs du commerce; des finances, des assurances, de l'immobilier et de la location et de la location à bail, et du transport et de l'entreposage. Le secteur du commerce bénéficie sans doute de la dépréciation du dollar canadien[21] ». Ceci est particulièrement intéressant pour les étudiants internationaux diplômés en administration, commerce et gestion qui sont les plus nombreux en comparaison avec les autres domaines. « L'industrie de la foresterie, pêche, mines, exploitation en carrières, et extraction de

[21] Direction de l'analyse du marché du travail, Service Canada, région de l'Atlantique (2016), *Bulletin sur le marché du travail, Nouveau-Brunswick, Août 2016*, Guichet Emploi, Gouvernement du Canada. p. 3

pétrole et de gaz a connu une forte contraction depuis l'an dernier, l'emploi dans ce secteur ayant diminué de 17 %[22] ». Au niveau du nombre d'emplois totaux par industrie (voir tableau ci-dessus), les cinq secteurs avec le plus d'emploi au Nouveau-Brunswick en août 2016 sont le commerce (16,9 %), les soins de santé et assistance sociale (14,6 %), la fabrication (8,6 %), les services d'enseignement (7,5 %) et la construction (7 %).

Nouvelle-Écosse

En août 2016, le taux de chômage en Nouvelle-Écosse était de 8,5 %, le taux d'activité de 61,6 % et le taux d'emploi de 56,4 %. Une comparaison annuelle fait ressortir une baisse de l'emploi durant le mois d'août. « Le secteur des services a affiché une hausse de l'emploi par rapport à août 2015 en raison des hausses survenues dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale, le secteur des services d'enseignement et le secteur des autres services. En août, l'emploi dans le secteur du commerce a toutefois chuté par rapport à l'année précédente, il s'agit du niveau d'emploi en août le plus faible depuis 2000[23] ». Au niveau du nombre d'emplois totaux par industrie (voir tableau ci-dessus), les cinq secteurs avec le plus d'emploi en Nouvelle-Écosse en août 2016 sont les soins de santé et assistance sociale (17,1 %), le commerce (15,9 %), les services d'enseignement (8,2 %), la construction (7,4 %), et les services d'hébergement et de restauration (6,6 %).

Île-du-Prince-Édouard

En août 2016, le taux de chômage à l'Île-du-Prince-Édouard était de 12,1 %, le taux d'activité de 66,3 % et le taux d'emploi de 58,3 %. Par rapport à l'année dernière, « la réduction de l'emploi était principalement concentrée dans le secteur des services, comparativement à l'année précédente. Les emplois dans ce secteur ont totalisé 54 900 en août, ce qui est légèrement plus bas que l'année dernière, principalement en raison de la perte d'emploi dans les administrations publiques, les services d'enseignement et le commerce[24] ». Au niveau du nombre d'emplois total par industrie (voir tableau ci-dessus), les cinq secteurs avec le plus d'emploi à l'Île-du-Prince-Édouard en août 2016 sont les soins de santé et assistance sociale (14,7 %), le commerce (14,6 %), les administrations publiques (9,1 %), les services d'hébergement et de restauration (8,1 %) et la fabrication (8 %).

2.4. Les principales limites à l'embauche des étudiants internationaux par les employeurs dans les Maritimes (francophones et anglophones).

Les études qui suivent ne ciblent pas spécifiquement les étudiants internationaux francophones. Cependant, elles permettent de dresser utilement le portrait des principaux atouts, comme des défis habituellement rencontrés par les étudiants internationaux lorsque ceux-ci souhaitent s'insérer sur le marché du travail local. Dans un premier temps, nous proposons une synthèse générale de l'ensemble des points les plus intéressants relevés par la littérature sur les grands enjeux qui caractérisent les étudiants internationaux. Ensuite, nous proposons une synthèse plus détaillée de chaque étude référencée.

---

[22] Ibid, p. 3

[23] Direction de l'analyse du marché du travail, Service Canada, région de l'Atlantique. (2016). *Bulletin sur le marché du travail, Nouvelle-Écosse, Août 2016.* Guichet Emploi, Gouvernement du Canada. p. 3

[24] Direction de l'analyse du marché du travail, Service Canada, région de l'Atlantique. (2016). *Bulletin sur le marché du travail, Île-du-Prince-Édouard, Août 2016.* Guichet Emploi, Gouvernement du Canada. p. 3

2.4.1. Enjeux caractérisant les étudiants internationaux au Canada : synthèse

Avantages et défis des étudiants internationaux

Plusieurs auteurs abordent le sujet des avantages des étudiants internationaux par rapport à d'autres immigrants, les étudiants internationaux étant considérés comme les meilleurs « Cost effective migrants » (Chira, 2011, p.33).

Quels sont ces **avantages** habituellement relevés par ces auteurs ?

- Diplôme plus facilement reconnu par les employeurs canadiens (moins menacé par le déclassement professionnel, puisqu'issu d'une université canadienne);
- Développement de compétences linguistiques puisque l'étudiant international a étudié soit en anglais, en français ou dans les deux langues officielles;
- Acquisition d'expérience de travail canadienne durant les études (ainsi que de références);
- Plus grande familiarité avec la culture canadienne;
- Un individu plus ancré dans les communautés.

Plusieurs **défis** sont généralement mentionnés quant à leur intégration au marché du travail :

- Être une minorité visible et audible dans un milieu plutôt homogène;
- Manque de compétences non techniques (soft-skill);
- Racisme et discrimination dans la communauté;
- Manque de lien avec la communauté locale (pas de réseau social canadien);
- Pas d'emploi dans son domaine, conditions économiques défavorables;
- Marché de l'emploi peu ouvert aux étudiants internationaux (hiérarchie informelle entre étudiants internationaux et canadiens) et perception erronée des étudiants internationaux par les employeurs;
- Problèmes d'accès aux programmes;
- Déséquilibre entre les politiques, les programmes et les possibilités destinés aux étudiants internationaux;
- Des expériences négatives d'emploi (manque de disponibilité et piètre qualité) durant les études influencent la décision de s'installer ailleurs;
- Isolation sociale;
- Compétitivité avec le reste du pays;
- Manque de connaissance sur la culture des entreprises canadiennes (ponctualité);
- Manque d'occasion de démontrer son potentiel;
- Présenter un CV dans le format nord-américain;
- Processus parfois compliqué pour les employeurs pour embaucher un étudiant international.

Un rapport du Collège communautaire du N.-B. en collaboration avec l'Université de Moncton (2013) mentionne plusieurs éléments identifiés comme facteurs de réussite :

- Avoir déjà travaillé hors campus;
- Avoir lié des connaissances avec des Canadiens de souche;
- Avoir participé à un programme de jumelage.

Le temps des études : un moment propice pour décider d'une installation

Plusieurs auteurs reviennent sur l'idée qu'il devrait y avoir de meilleures politiques d'intégration des étudiants internationaux dans la communauté durant leurs études pour favoriser leur installation à long terme en plus de faire un travail de sensibilisation auprès de la communauté et des employeurs. Pour inciter quelqu'un à demeurer sur place, il faut l'intégrer à la communauté « réellement ».

Peu d'étudiants des pays de l'OIF semblent s'installer dans les maritimes après leurs études universitaires. Par exemple, les six pays les plus représentés sur le campus de Moncton ne figurent pas dans le palmarès des six pays d'origine des immigrants de la ville (Wade et Belkhodja, 2011). Il existe donc une différence notable entre le lieu d'origine des immigrants et le lieu d'origine des étudiants internationaux francophones.

Van Huystee (2011), présente dans son enquête des statistiques sur le nombre d'étudiants internationaux en Atlantique qui sont devenus résidents permanents en 2009 pour les pays où ce nombre est plus de 5. Or, seule la France est représentée dans ce tableau en ce qui concerne les pays de l'OIF.

Des différences régionales

Malgré des points communs, les difficultés rencontrées d'une région à l'autre varient principalement en raison des programmes disponibles et des réalités démographiques particulières. Par exemple, un rapport de Chira et Belkhodja (2013) démontre que des étudiants internationaux font parfois face à des situations particulières liées à l'isolement géographique de certaines régions. Un autre élément est que la quantité de ressources investies par les régions ou les villes peuvent avoir une influence. Par exemple, la ville d'Halifax a mis en place plusieurs programmes pour l'établissement des étudiants internationaux.

Étudiants internationaux en Atlantique

Les étudiants internationaux ont un impact économique important dans les provinces maritimes. Pour le tableau sur le montant dépensé par ceux-ci ainsi que leur impact sur le PIB, les emplois et les revenus gouvernementaux, voir Roslyn K. & Associates, Inc., "Economic Impact of International Education in Canada" (2012). Un autre rapport, de l'association des universités de l'Atlantique de 2013, montre qu'un bon nombre d'étudiants internationaux souhaitent s'établir dans la région de l'Atlantique après leurs études, mais que les conditions économiques parfois difficiles demeurent une barrière. Il ressort également de cette étude que les ÉI ne sont généralement pas au courant des programmes qui s'offrent à eux pour favoriser leur processus d'installation.

2.4.2. Synthèse et résumés des études

Articles de périodique

Alboim, N. (2011). From International student to permanent resident: policy considarations. *Diversité canadienne*, vol. 8, n° 5, p. 15-19.

L'auteur parle de changements aux règles fédérales pour faciliter la transition vers le marché du travail canadien. Les étudiants internationaux peuvent travailler à temps partiel ou dans un programme coop en dehors du campus pendant la session universitaire et à temps plein durant les congés. Ils peuvent également travailler jusqu'à 3 ans après la graduation. Le but est de permettre d'acquérir de l'expérience de travail canadienne. Un 2e changement est de permettre

aux étudiants internationaux de postuler pour une résidence permanente pendant qu'ils sont au Canada (avant ils devaient retourner dans leur pays). Au sujet de l'avantage des étudiants internationaux par rapport aux autres étudiants voici une citation : "They can more easily have their academic credentials recognized by Canadian employers. The fact that they have studied in English or French should also help them to develop language skills acceptable to employers. Their employment in Canadian workplaces and campuses enables them to build networks and social capital and to gain Canadian work experience and references, all of which can help them to integrate well on a long-term basis" (p. 16)

Belkhodja, C. (2011). Introduction, *Diversité canadienne*, vol. 8, nº 5, p. 3-6.

Avantages de cibler des étudiants internationaux :

- « En tant qu'immigrants potentiels, les étudiants sont considérés comme une solution aux problèmes de dénatalité et au vieillissement de la population, notamment dans les régions non métropolitaines confrontées à un exode de la population active vers les grands centres » (p. 2)
- « les étudiants qui obtiennent un diplôme dans le pays d'accueil ont la capacité d'intégrer plus facilement le marché du travail (…) Au critère du diplôme national vient s'ajouter l'importance d'acquérir une expérience de travail durant les études, faisant ainsi des étudiants internationaux des individus mieux adaptés à la culture professionnelle et linguistique de leur milieu. » (p. 2)
- « Moins menacée par le déclassement professionnel des immigrants qualifiés » (p. 2) (en lien avec reconnaissance des diplômes)
- « Présentés comme des acteurs pouvant augmenter la compétitivité économique et la créativité de leur communauté d'accueil. » (p. 2)
- Ils sont « un élément dynamique pouvant faire évoluer des petits milieux homogènes vers la compréhension interculturelle et l'internationalisation » (p. 2)
- Offrir des formations aux étudiants internationaux est économiquement viable puisque les frais de scolarité payés sont plus importants que pour les étudiants locaux.

Chira, S. (2011). International students in Atlantic Canada: Investments and returns, *Diversité canadienne*, vol. 8, nº 5, p. 30-34.

Cette étude de cas sur la Nouvelle-Écosse cherche à démontrer les retours sur l'investissement de l'internationalisation des campus néo-écossais. La Nouvelle-Écosse réussit relativement bien dans l'attrait d'étudiants internationaux, ce qui a plusieurs répercussions financières positives pour les universités, tout en permettant de maintenir un certain niveau d'inscription malgré la baisse des inscriptions locales. Les étudiants internationaux sont parmi les meilleurs « cost-effective migrants » (p.33) « Through their education in Canada, not only should they be able to by-pass lengthy and costly processes of language skills and education recognition (Reitz 2007), but they are also supposedly more familiar with Canadian life and culture, and more anchored in local Canadian communities than any other category of migrants. » (p. 33) Cependant, dans la réalité, cela ne se passe pas aussi facilement. Les jeunes étudiants sont des minorités visibles et audibles dans un environnement plutôt homogène, ce qui mène parfois à du racisme. Aussi, plusieurs étudiants

internationaux n'arrivent pas à trouver des emplois dans leur domaine et quittent ainsi la province ou acceptent un emploi qui n'est pas relié à leurs compétences. Une des principales raisons soulevées est le manque de liens avec la communauté locale alors que le réseau social est souvent un bon moyen d'obtenir des emplois qui ne sont pas toujours affichés. Certains intervenants soutiennent que les services aux étudiants internationaux sur les campus devraient adopter une nouvelle stratégie (actuellement beaucoup sur les besoins au jour le jour : visa, assurance…) et devrait se concentrer sur une intégration à plus long terme.

Dunn, W. et C. Olivier (2011) Creating welcoming and inclusive university communities, *Diversité canadienne*, vol. 8, nº 5, p. 35-39.

La simple présence d'étudiants internationaux sur les campus ne suffit pas pour qu'il y ait de réelles interactions interculturelles. Un plus grand accent devrait être mis pour développer des liens entre les étudiants locaux et les étudiants internationaux. Les universités ont une responsabilité de créer un environnement d'accueil inclusif.

Kamara, A. et L. Gambold (2011). Immigration and diversity: exploring the challenges facing international students on and off campus, *Diversité canadienne*, vol. 8, nº 5, p. 25-29.

L'objectif de cet article, basé sur une étude de cas d'Halifax, est d'encourager la mise sur pied d'initiatives pour favoriser l'intégration socioculturelle et économique des étudiants internationaux. Les étudiants internationaux interrogés lors de cette étude mentionnent avoir fait face à divers problèmes de nature académique, à un manque de support de l'université et à différentes formes de défis sociaux, dont la discrimination dans la communauté. En effet, la plupart des étudiants internationaux interrogés disent se sentir confortables sur le campus, mais beaucoup moins en dehors (discrimination, raciste, profilage racial). Certains mentionnent craindre pour leurs perspectives d'emploi après la graduation en raison de ces mauvaises expériences. À propos du marché de l'emploi, certains s'inquiètent d'une forme de hiérarchie (non formelle) entre Canadiens et étudiants internationaux. Aussi, puisque plusieurs étudiants en général obtiennent des emplois dans des domaines autres que celui dans lequel ils ont étudié, les ÉI doivent développer des « soft skills ».

Lowe, S. (2011). Welcome to Canada? Immigration incentives may not be enough for international students to stay, *Diversité canadienne*, vol. 8, nº 5, p. 20-24.

Cette chercheuse soutient que le taux d'étudiants internationaux qui restent au Canada après leurs études est bas en comparaison avec d'autres pays. L'auteur soutient qu'il faut développer plus de mesures incitatives. Le Canada a changé plusieurs de ses politiques pour retenir plus d'ÉI en tant que résident permanent, mais sans investissement adéquat pour assurer le succès de l'intégration des immigrants, ces nouvelles politiques risquent de ne pas avoir les résultats escomptés. Par exemple, l'aide et les services à l'établissement sont des éléments importants pour retenir des étudiants internationaux.

Chapitre de livre

Wade, M. et C. Belkhodja (2011). Managing a new diversity on a small campus: The case of l'Université de Moncton (Canada), dans Y. Hébert, et A. A. Abdi (dir.), *Critical Perspectives on International Education,* Rotterdam, Sense Publishers, p. 184-196.

Le présent article s'intéresse à savoir quel rôle jouent les petites universités dans l'immigration régionale en utilisant comme cas d'étude l'université de Moncton. Tant le fédéral que le provincial ont mis des mesures en place pour attirer plus d'étudiants internationaux. Le N.-B. permet désormais aux étudiants internationaux de travailler en dehors du campus et le fédéral leur permet d'avoir un permis de travail de 3 ans après l'obtention d'un diplôme. Durant cette période, s'il accumule un an d'expérience, ils sont admissibles à une résidence permanente. Cependant, il apparaît qu'à Moncton un grand nombre d'étudiants internationaux ne rime pas avec une augmentation de l'immigration. La plupart quittent la région après l'obtention de leur diplôme. Les six pays les plus représentés sur le campus de Moncton ne figurent pas dans le palmarès des six pays d'origine des immigrants de la ville. Des raisons pour expliquer cela sont un manque de réseau social des étudiants internationaux, le manque d'opportunités professionnelles sauf dans les centres d'appel, la difficile intégration dans la communauté acadienne d'un point de vue identitaire et la compétitivité avec le reste du pays.

Rapports de recherche

Corporate Research Associates (2013). *International Student Online Study,* Halifax, Nouvelle-Écosse, Association des universités de l'Atlantique.

Ce rapport démontre que plusieurs étudiants internationaux ont un intérêt à s'établir dans la région de l'Atlantique après leurs études. Cependant, les conditions économiques difficiles de cette région sont une barrière à l'établissement puisque la perception d'un manque d'emploi est un facteur déterminent dans le choix de rester ou de s'établir ailleurs. Également, il semble y avoir un manque de connaissances à propos des programmes qui existent pour assister un individu dans son processus d'immigration, notamment du Canadian Experience Class (CEC). Le rapport mentionne l'importance d'une meilleure promotion de ces programmes et que les étudiants internationaux interrogés semblent avoir une préférence de recevoir l'information sur les programmes gouvernementaux directement de l'université par le biais de séances d'information. Des raisons mentionnées pour ne pas vouloir entreprendre des démarches pour s'établir au Canada atlantique sont variées dont un attachement pour son pays natal ou un intérêt de travailler ou de vivre dans un autre endroit que le Canada. Généralement, les raisons citées sont plutôt liées à des motivations personnelles et non à une aversion pour le Canada Atlantique. Un autre élément intéressant soulevé dans ce rapport est que la plupart des étudiants internationaux ne travaillent pas durant l'année académique pour se concentrer sur leurs études ou ils ont la perception que les étudiants internationaux ne sont pas autorisés de travailler au Canada.

Chira, S. (2013). *Dreaming big, coming up short: The challenging realities of international students and graduates in Atlantic Canada.* (Rapport No. 47-2013), Halifax, Nouvelle-Écosse: Centre Métropolis Atlantique. En ligne : http://community.smu.ca/atlantic/documents/ChiraDreamingbigcomingupshort_000.pdf

Résumé: "We found that international students are generally attracted to universities in the region by comparatively low tuition and cost of living rates, institutional agreements such as the 'Two Plus Two' programs, as well as social networks that provide potential migrants with support and confidence. Students are also attracted by policies that allow them to work during and after their studies, and that provide accompanying family with work-permits as well. This is particularly important as many students attracted by lower tuition and living costs seem to be more financially

vulnerable. Our data indicates that although an overwhelming majority of students are interested in settling in Canada, participants encountered some obstacles in entering the Atlantic Canadian labour market post-graduation, as many found networks of employment that are not open to them. In some cases, students and graduates reported being discriminated against based on race and accents. Moreover, we found that negative experiences with social isolation and limited availability and quality of jobs during their studies impact further decisions to attempt settlement, mostly acting as deterrents in students' settlement in the Atlantic region." (p. 3)

Collège communautaire du Nouveau-Brunswick & Université de Moncton (coll.) (2013). *Instauration d'une approche concertée pour l'intégration des étudiantes et étudiants étrangers francophones dans leur nouveau milieu d'accueil - région du grand Moncton (Dieppe),* Frederiction, Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail.

Le CCNB et l'UdeM présentent leur projet de travailler ensemble avec un mandat qui « vise l'instauration d'une approche concertée afin de soutenir la prise en charge de l'accueil, l'accompagnement et l'encadrement de la population internationale étudiante qui fréquente le CCNB - Campus de Dieppe et l'UMCM » (p. 9).

P.47-52 traite de l'intégration au marché du travail après les études.

Éléments identifiés comme facteurs de réussite :

- Avoir déjà travaillé hors campus
- Avoir lié des connaissances avec des Canadiens de souche
- Avoir participé à un programme de jumelage.

Éléments identifiés comme des défis différents de ceux des Canadiens :

- Réticence de certains employeurs à embaucher des étrangers,
- Manque de réseau
- Ignorance de la culture de l'entreprise.
- Peu d'occasions pour montrer son potentiel
- Pouvoir présenter un C.V. dans un format recommandé pour le marché nord-américain.
- Programme COOP : Certains ÉI ne réussissent pas à répondre aux exigences (difficulté à respecter engagement comme la ponctualité et l'assiduité) et « Les employeurs, en général, des PME, cherchent un engagement, une assurance que la personne va demeurer avec l'entreprise à la fin de ses études. Elles préfèrent investir en offrant des stages coop rémunérés aux personnes qui montrent un attachement à la région, un lien déjà établi avec la famille et un réseau social stable. » (p. 49)

Pratiques actuelles Université de Moncton et CCNB pour l'emploi des étudiants internationaux :

- Programme de travail hors campus.
- Chaque automne, il y a un salon carrière auquel une quarantaine d'exposants présentent leurs entreprises et les possibilités de carrières.

- Le personnel des services aux étudiants internationaux aide les étudiants internationaux qui désirent faire une demande de permis de travail hors campus (seuls les candidats qui satisfont aux critères de CIC peuvent soumettre une telle demande).
- L'UdeM collabore avec CAFI et MAGMA pour favoriser l'intégration à la communauté d'accueil. Ces agences offrent des ateliers de conversation en anglais et favorisent les opportunités de bénévolat.
- L'UdeM à Shippagan a signé une entente de service avec l'agence d'établissement de la Péninsule acadienne. « Le campus réussit à retenir la majorité de ses étudiants internationaux dans la région pour travailler durant la saison estivale » (p. 45). Le programme coop et les stages aident à cela.

Recommandations du rapport au niveau de l'intégration au marché de l'emploi des étudiants internationaux :

« - Faire connaître les avantages, tant personnels que professionnels, de vivre en Acadie.
- Mettre en œuvre des occasions de rencontres avec des employeurs en faisant valoir les opportunités de carrières ici en Acadie.
- Recommander aux instances gouvernementales d'offrir des avantages fiscaux comme l'accès à l'assurance-maladie provinciale pour les diplômés et les membres de leurs familles, surtout pour les enfants de ces familles nés au Canada (la Nouvelle-Écosse a un programme d'assurance-maladie pour ces ÉI après un an de réussite scolaire), une réduction de la dette d'études ou encore des taux préférentiels d'imposition.
- Promouvoir et supporter les demandes de permis de travail hors campus et postdiplôme.
- Identifier les obstacles que rencontrent les ÉI dans leur recherche d'emploi et trouver des façons de surmonter ces obstacles à l'aide de partenaires de la communauté d'affaires.
- Préparer au marché du travail tous les ÉIF de première année qui obtiennent un permis de travail en offrant des ateliers qui traitent des sujets comme les C.V., l'entrevue, la culture organisationnelle et le réseautage. » (p. 51)

*Aussi, voir les articles 5.1 à 5.7 du plan d'action (p. 52 du rapport)

Kunin, R. & Associates, Inc. (2012). *Economic impact of international education in Canada,* Vancouver, Colombie-Britanique, Department of Foreign Affairs and International Trade.

Cette étude tente de démontrer l'impact économique des étudiants internationaux au Canada. Voici un tableau qui résume bien ce rapport en démontrant combien les étudiants internationaux ont dépensé en 2010 (frais des scolarités, hébergement et autres dépenses), leur apport au PIB, le nombre d'emplois créés et le montant qu'ils génèrent en revenu au gouvernement.

Table 15 Direct Economic Impact of International Education Services, by Province and Territory, 2010

	Total Expenditure	GDP	Employment	Government Revenue
Newfoundland and Labrador	$40,670,000	$27,614,000	370	$1,480,000
Prince Edward Island	$27,760,000	$6,191,000	60	$621,400
Nova Scotia	$217,167,000	$123,568,000	1,890	$12,000,000
New Brunswick	$93,576,000	$66,975,000	1,030	$3,425,300
Quebec	$1,014,526,000	$593,069,000	8,000	$81,226,000
Ontario	$2,902,608,000	$1,808,730,000	29,970	$202,975,000
Manitoba	$153,784,000	$87,342,000	1,640	$10,831,000
Saskatchewan	$120,503,000	$69,887,000	1,050	$4,479,000
Alberta	$486,637,000	$300,332,000	4,770	$13,249,000
British Columbia	$1,864,093,000	$1,151,116,000	21,460	$66,897,000
Territories*	$623,000	$174,000	0	$8,000
*Yukon, Northwest Territories and Nunavut				
Total	$6,921,947,000	$4,234,998,000	70,240	$397,191,700

Source: RKA based on Statistics Canada's Provincial Input-Output Multipliers, 2007.

Siddiq, F., J., Baroni, J. Lye et W. Nethercote (2010). *The Economic Impact of Post-secondary International Students in Atlantic Canada.* Halifax, Nouvelle-Écosse: École d'administration publique (Université Dalhousie) pour le Conseil atlantique des ministres de l'Éducation et de la Formation. Tiré de : http://www.camet-camef.ca/images/eng/docs/RepEcon_EtudEtrangers_Canatl_2010%20FRENCH.pdf

Résumé :
"The School of Public Administration, Dalhousie University, carried out an expenditure analysis of the economic impact of international students in Atlantic Canada's universities and colleges. The study used a survey of international students and a combination of the literature, government and university information. The initial economic impact of international students was found to be $376 million per year, including an initial injection of $175 million of new money to Atlantic Canada. International students spent $2.64 ($1.91 of which is new money injected into the economy) in Atlantic Canada for every dollar spent by Atlantic Province governments for their education and health care. The total economic impact of international students was $565 million after application of the spending multiplier. Generally, international students had positive impressions of Atlantic Canada, and 40 percent of survey respondents expressed interest in permanent residence, suggesting that this group was a good candidate source of future immigrants who could help to address the region's demographic challenges." (p. iii)

Van Huystee, M. *Profil des étudiants étrangers qui deviennent résidents permanents au Canada atlantique*, Ottawa, Ontario, Citoyenneté et immigration Canada, 2011. Tiré de : http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/recherche/etudiants_etrangers/index.asp.
« Depuis 1999, un peu plus de 3 500 étudiants étrangers ont acquis la résidence permanente dans la région de l'Atlantique. À un taux de transition moyen de 3,8 % durant la dernière décennie, la région accuse un léger retard par rapport aux autres provinces canadiennes (5,3 % en moyenne) quant à la proportion d'étudiants étrangers qui deviennent résidents permanents. Les nouveaux résidents permanents au Canada atlantique sont susceptibles d'avoir fait leurs études dans cette région. » (P. IV)

Extrait du tableau 3 (p. 7)

Tableau 3 : Canada atlantique — Transition d'un statut temporaire à la résidence permanente, 1999-2009

Transition	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
De « étudiants étrangers »	**224**	**199**	**171**	**194**	**182**	**229**	**349**	**502**	**444**	**585**	**468**
À Terre-Neuve-et-Labrador	72	61	33	43	39	37	44	47	64	82	59
À l'Île-du-Prince-Édouard	2	8		9	5	34	39	55	69	113	97
En Nouvelle-Écosse	87	82	86	99	77	102	139	193	158	178	155
Au Nouveau-Brunswick	63	48	52	43	61	56	127	207	153	212	157

Tableau 4 (p. 9)

Tableau 4 : Étudiants étrangers devenant résidents permanents en pourcentage de l'effectif total d'étudiants étrangers de l'année précédente, 1999-2009

Lieu de résidence	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne
Canada atlantique	5,2 %	4,0 %	3,0 %	2,8 %	2,2 %	2,4 %	3,5 %	5,0 %	4,3 %	5,6 %	4,2 %	3,8 %
Reste du Canada	6,3 %	5,7 %	5,4 %	4,2 %	3,8 %	4,7 %	4,9 %	6,1 %	6,2 %	6,2 %	5,3 %	5,3 %

Source : Citoyenneté et Immigration Canada, MDR, *Faits et chiffres 2009*

Tableau A-4 (p. 31)

Tableau A-4: Étudiants étrangers devenant résidents permanents, selon le pays d'origine, Canada atlantique*

Pays de résidence	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
République de Corée	4	8	3	7	11	25	98	184	120	166	105
République populaire de	61	44	25	34	31	42	52	72	49	105	99
Royaume-Uni	9	12	14	19	7	7	10	18	35	28	26
États-Unis	21	19	16	22	16	10	22	28	27	25	26
République fédérale d'Allemagne	3	5	6	3	2	2	7		7	10	19
Taiwan				2		6	20	27	29	29	17
Inde	22	17	8	11	18	18	12	24	33	23	15
Iran	1		3	3	2	2	6	18	14	16	10
Bangladesh	4	9	1	1	4	3	3	18	16	20	9
Nigeria	6	3	6	5	2	9	8	7	11	9	9
Australie	3	2	2	2	5	6	1				7
République d'Irlande	4	1						1		5	7
République sud-africaine		13	7	6	7	3	3	8	13	8	7
Émirats arabes unis	1	3	4	3	3	2	5	12	2	8	7
Japon	1	2	3	2	2	3		1	1	4	6
Pakistan	5	4	7	11	8	2	4	1	4	4	6
France	3		1	6	3	3	3	1		6	5
Libye	5	1	2	2				3	3	5	5
Arabie saoudite	1	3		1	1	2	4	5	2	3	5
Tous les autres	70	53	63	54	60	84	91	74	78	111	78
Région de l'Atlantique	**224**	**199**	**171**	**194**	**182**	**229**	**349**	**502**	**444**	**585**	**468**

*Comprend les pays pour lesquels on compte plus de 5 étudiants étrangers devenant résidents permanents en 2009.

Source : magasin des données de recherche, données sur les transitions extraites de *Faits et chiffres 2009*

Articles de presse

29 mai 2012, Acadie Nouvelle, *Des migrants très désirés : les étudiants internationaux* (texte de Chedly Belkhodja)

18 mars 2016, Radio-Canada, *Les étudiants internationaux peinent à trouver du travail*. http://ici.radio-canada.ca/regions/atlantique/2016/03/18/015-acadie-nouveau-brunswick-emplois-etudiants-internationaux.shtml

Certains employeurs reconnaissent embaucher un Canadien au lieu d'un étranger à compétence égale en raison du long processus pour embaucher un employé étranger. Aussi, certains quittent la région, car ils n'ont pas d'emploi dans leur domaine.

3. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

- Mentionnons d'emblée le problème que nous avons rencontré lors de cette recherche : l'absence de données linguistiques disponibles s'agissant de la langue officielle parlée. Cette carence représente un défi dans une région pourtant fortement marquée par la dualité linguistique et il conviendrait selon nous, au regard de l'enjeu que représente la présence d'étudiants internationaux francophones dans la région, d'inciter les établissements à fournir à l'avenir ce type d'informations. De telles données nous permettraient d'aller plus avant dans la connaissance des étudiants internationaux francophones (compétences linguistiques, correspondance avec les besoins du marché du travail).

- Un autre problème consiste en l'absence de données centralisées et harmonisées sur les collèges communautaires dans les Maritimes. Dans ces conditions, il semble difficile de fournir des portraits comparatifs globaux.

- Même si nous n'avons pas de données probantes et qu'il faudrait aller plus avant dans la recherche avant de tirer ce type de conclusion, il semble que les Maritimes connaissent une croissance du nombre d'inscriptions et de diplomation durant les dernières années pour ce qui est des étudiants internationaux originaires des pays membres de l'OIF. De fait, on assiste à un accroissement du nombre d'étudiants internationaux dans les deux établissements universitaires de Sainte-Anne et de Moncton.

- Il semble aussi que les étudiants internationaux francophones et le marché du travail local aient deux « agendas » distincts… mais des points de convergence : des secteurs d'emploi (commerce, administration, gestion…) sont bien couverts par les diplômés internationaux par exemple. Certains secteurs d'études (droit, sciences sociales par exemple) sont des secteurs d'étude transversaux pouvant être utilisés dans plusieurs secteurs d'emploi. Comment expliquer, cependant, cette non-correspondance? S'agit-il d'une spécificité propre aux étudiants internationaux ou cela concerte-t-il également les étudiants canadiens ou résidents permanents? Il faudrait pousser plus avant la recherche sur ce point.

- Notons également que le statut d'étudiant international est en train d'évoluer au Canada, répondant ainsi aux grands enjeux qui ont été soulevés dans la revue de littérature (cf synthèse). De plus en plus, les étudiants internationaux au Canada apparaissent comme un bassin de recrutement de nouveaux arrivants à fort potentiel. C'est particulièrement vrai pour les étudiants internationaux francophones inscrits à l'université en dehors du Québec, et qui apparaissent comme une possibilité offerte aux communautés francophones en situation minoritaire de renforcer leur « vitalité » linguistique. Dans ce contexte, il semble qu'un défi consiste à mieux arrimer les besoins locaux de main-d'œuvre et le potentiel que représentent les étudiants internationaux : nombre d'études citées en synthèse insistent sur cet aspect et proposent des pistes de solution (accès à l'information, sensibilisation…). Notons aussi que des initiatives sont prises au niveau local. Une recherche future pourrait faire l'inventaire de ces initiatives.

- Mentionnons également qu'il faudrait mieux connaître la mobilité des jeunes diplômés. De plus en plus d'études insistent sur une mobilité forte des nouveaux arrivants, et leur capacité à évoluer en fonction des possibilités d'emploi, ou des occasions de carrière. Il conviendrait de réfléchir tout à la fois sur les facteurs de rétention des étudiants internationaux francophones, mais aussi sur leur

potentiel rôle de « passeur » d'information, à destination notamment d'immigrants francophones à même de choisir les provinces maritimes dans la formalisation de leur éventuel projet migratoire.

- Enfin, il conviendrait de permettre aux futurs étudiants internationaux qui se rendent pour plusieurs années au Canada, et en particulier dans les Maritimes, de disposer d'une solide connaissance sur le marché de l'emploi dans leur région de destination, et sur les secteurs porteurs en termes d'embauche. Cette information leur permettrait de configurer, en toute connaissance de cause, leur cursus universitaire en fonction de leurs projets professionnels personnels. Elle leur permettrait également de pouvoir être plus réactifs face aux possibilités d'emploi sur place durant leurs études, de nombreux étudiants internationaux finançant en partie leurs études grâce aux emplois à temps partiel.

4. BIBLIOGRAPHIE / SITOGRAPHIE / SOURCES

Articles de périodique

Alboim, N. (2011). From International student to permanent resident: policy considarations, *Diversité canadienne*, vol. 8, n° 5, p. 15-19.

Belkhodja, C. (2011). Introduction. *Diversité canadienne*, vol. 8, n° 5, p. 3-6.

Chira, S. (2011). International students in Atlantic Canada: investments and returns, *Diversité canadienne*, vol. 8, n° 5, p. 30-34.

Dunn, W. et C. Olivier, (2011). Creating welcoming and inclusive university communities, *Diversité canadienne*, vol. 8, n° 5, p. 35-39.

Kamara, A. et L. Gambold (2011). Immigration and diversity: exploring the challenges facing international students on and off campus. *Diversité canadienne*, vol. 8, n° 5, p. 25-29.

Lowe, S. (2011). Welcome to Canada? Immigration incentives may not be enough for international students to stay, *Diversité canadienne*, vol. 8, n° 5, p. 20-24.

Chapitre de livre

Wade, M. et C. Belkhodja, (2011). Managing a new diversity on a small campus: The case of l'Université de Moncton (Canada), dans Y. Hébert et A. A. Abdi (dir.), *Critical Perspectives on International Education,* Rotterdam, Sense Publishers, p. 184-196.

Données statistiques

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM) (2004-2005 à 2014-2015). *Banques de données des statistiques sur les inscriptions.* En ligne : http://www.cespm.ca/research/maritimeuniversitystatistics/opendatadownloads.aspx

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM) (2004-2005 à 2014-2015). *Banques de données des statistiques sur les diplômes décernés.* En ligne : http://www.cespm.ca/research/maritimeuniversitystatistics/opendatadownloads.aspx

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM) (2012-2013 à 2014-2015). *Diplômes décernés aux étudiants internationaux par province et pays de citoyenneté.* Données de recherche inédites.

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM) (2012-2013 à 2014-2015). *Tableau 5b : Inscriptions des étudiants internationaux par province et pays de citoyenneté.* En ligne : http://www.cespm.ca/research/maritimeuniversitystatistics/enrolment.aspx

Statistique Canada. (2016, août). *Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe le groupe d'âge, désaisonnalisées et non désaisonnalisées.* En ligne : http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=fra&id=2820087

Publication gouvernementale

Direction de l'analyse du marché du travail, Service Canada, région de l'Atlantique. (2016). *Bulletin sur le marché du travail, Île-du-Prince-Édouard, Août 2016,* Guichet Emploi (Gouvernement du Canada).

Direction de l'analyse du marché du travail, Service Canada, région de l'Atlantique. (2016). *Bulletin sur le marché du travail, Nouveau-Brunswick, Août 2016*, Guichet Emploi (Gouvernement du Canada).

Direction de l'analyse du marché du travail, Service Canada, région de l'Atlantique. (2016). *Bulletin sur le marché du travail, Nouvelle-Écosse, Août 2016*, Guichet Emploi (Gouvernement du Canada).

Rapport de recherche

Corporate Research Associates (2013). *International student online study*, Halifax, Nouvelle-Écosse, Association des universités de l'Atlantique.

Chira, S. (2013). *Dreaming big, coming up short: The challenging realities of international students and graduates in Atlantic Canada,* (Rapport No. 47-2013), Halifax, Nouvelle-Écosse, Centre Métropolis Atlantique.

Collège communautaire du Nouveau-Brunswick & Université de Moncton (coll.) (2013). *Instauration d'une approche concertée pour l'intégration des étudiantes et étudiants étrangers francophones dans leur nouveau milieu d'accueil - région du grand Moncton (Dieppe),* Fredericton, Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail.

Kunin, R. & Associates, Inc. (2012). *Economic impact of international education in Canada,* Vancouver, Colombie-Britannique, Department of Foreign Affairs and International Trade.

Siddiq, F., J. Baroni, J. Lye, et W. Nethercote, (2010). *The economic impact of post-secondary international students in Atlantic Canada,* Halifax, Nouvelle-Écosse, École d'administration publique (Université Dalhousie) pour le Conseil atlantique des ministres de l'Éducation et de la Formation.

Van Huystee, M. (2011). *Profil des étudiants étrangers qui deviennent résidents permanents au Canada atlantique*, Ottawa, Ontario, Citoyenneté et immigration Canada.

Articles de presse

Belkhodja, C. (2012, 29 mai). Des migrants très désirés : les étudiants internationaux, *Acadie Nouvelle*, Archives. En ligne : http://www.acadienouvelle.com/archives/

Bolduc, P.-A. (2016, 18 mars). Les étudiants internationaux peinent à trouver du travail. *Ici Radio-Canada.* En ligne : http://ici.radio-canada.ca/regions/atlantique/2016/03/18/015-acadie-nouveau-brunswick-emplois-etudiants-internationaux.shtml

Films

Belkhodja, C. Au bout du fil. En ligne : https://www.onf.ca/film/au_bout_du_fil/